



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



Centre
hospitalier
Saint-Denis

Dimanche 4 juin 2023

Le 6 juin et après : notre colère est profonde et ne va pas retomber de sitôt !

Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative d'un mouvement anti-inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix, et des améliorations de conditions de travail. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement cette semaine. Dans l'entreprise de vente à distance de produits pour les jeunes enfants Verbaudet, après deux mois et demi d'un conflit très dur, les grévistes s'apprêtent à reprendre le travail la tête haute, après avoir arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère des travailleurs. Et le 6 juin, nous avons encore été nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que la retraite à 64 ans, c'est toujours non !

La vraie démocratie, c'est celle de nos mobilisations

Le gouvernement se moque du refus unanime de sa réforme des retraites, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales !

Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, il paraît que l'issue aurait pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot. Las ! Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses : après le 49.3, voilà que le gouvernement a déniché un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques... Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti.

Seules les luttes sociales nous permettent de nous faire entendre. C'est bien ce dont a peur le gouvernement. Mais il semble bien qu'il ne soit pas le seul à vouloir tourner la page ! L'intersyndicale n'a appelé à aucune journée de mobilisation depuis les manifestations du 1^{er} mai, aucune coordination des luttes éparées sur les salaires. Le calendrier des mobilisations est calqué sur les débats parlementaires... dont nous avons vu qu'il n'y a rien à en attendre.

Contre Macron, président des riches, la lutte continue

Pour tenter de faire diversion, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres.

Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail. Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches. Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

Alors soyons toujours plus nombreux et nombreuses en grève et dans la rue, avant comme après le 6 juin.

Pour défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de vie et de travail, le combat continue !

Pour lire le reste de nos publications, rendez-vous sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

Nos réseaux sociaux → Facebook, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → etincellenpa.chsd@gmail.com



La certif' : les JO de la santé mais sans le fric !

Tous les quatre ans, pour la certification ARS c'est branle-bas de combat, réorganisations à marche forcée et nouveaux protocoles révolutionnaires... Au final on doit sourire, être heureux au travail et montrer que même sans thune on fait du super boulot, il n'y a pas de soucis. Si la certif' pouvait nous aider à réclamer du fric pour les moyens humains et matériels et améliorer les conditions de travail et de soins, ce ne serait pas la même. Au mieux on arrive à arracher quelques matériels et améliorations qu'on attendait depuis plusieurs années pour cacher la misère le jour du déroulé du tapis rouge. On prend, mais sourire à la politique de l'autruche gouvernementale, faut pas pousser.

À nouveau menacée, la maternité des Lilas se mobilise

Menaces récurrentes de fermeture pour la maternité des Lilas, pionnière de l'accouchement naturel et symbole du combat pour l'accès des femmes à l'IVG. Après avoir obtenu un an de sursis sous la pression de la mobilisation, l'activité de la maternité des Lilas devait s'arrêter le 1^{er} juin 2023, date finalement reculée à novembre. Ce serait alors 1 100 naissances et 300 IVG en moins pour un territoire déjà gravement sous-doté en termes d'accès aux soins. « Nous restreindre, nous personnel de la maternité, c'est restreindre le choix des femmes et c'est pourquoi on va continuer de lutter. »

Retrouvez notre article complet en flashant le QR code.



Disneyland : le nouveau show des grévistes du parc

Presque 500 salariés ont fait grève le 23 mai à Disneyland Paris, et ils étaient plusieurs milliers les 30 mai et 3 juin.

Ils exigent une augmentation de salaire de 200 euros pour tous et des améliorations de conditions de travail.

La parade actuelle c'est : « On est là, même si Disney ne veut pas nous on est là. Pour l'honneur des cast members (les salariés de Disney, ndlr) et pour un salaire meilleur, même si Disney ne veut pas nous on est là. »

Vertbaudet : la lutte paye

Après deux mois et demi de grève, les travailleuses et travailleurs de Vertbaudet, enseigne de puériculture du Nord, ont arraché à leur patron des augmentations allant de 90 à 140 euros par mois, l'embauche de 30 intérimaires en CDI et l'abandon de toute sanction contre les grévistes. La participation à la grève ne pourra pas non plus servir de prétexte à diminuer les primes ni le treizième mois des grévistes. Les Vertbaudet ont repris le travail de la meilleure façon qui soit : en souhaitant que leur lutte en inspire d'autres !

JO de Paris : médaille d'or du cynisme

Le gouvernement vient d'annoncer son intention d'expulser de la capitale les sans-logis avant les JO : il ne faudrait pas que les touristes voient la vie parisienne telle qu'elle est. Des fois que la misère existante gâche la fête et plombe les recettes qu'on en attend. Comble de l'hypocrisie, le gouvernement annonce que les expulsions vers la province se feraient au volontariat, pour le bien des sans-logis eux-mêmes. Car, dit-il, le nombre d'hôtels à Paris prêts à les héberger sera réduit, puisque ceux-ci préféreront garder leurs chambres pour les touristes. Quant au volontariat, on a vu maintes fois comment la police expulse à coups de matraques les campements de sans-abris et de migrants.

Inflation : le grand bluff gouvernemental

Le gouvernement se réjouit d'une « chute » de l'inflation qui ne serait plus en mai que de 5,1 % sur un an. La « chute » signifie donc que les prix ont... sensiblement augmenté depuis mai 2022. Et il suffit de faire ses courses pour s'en rendre compte ! L'inflation du bourre-mou gouvernemental n'a pas de limite.

Appauvrissement général

Face à l'inflation, le gouvernement a augmenté à minima le salaire minimum, histoire de dire. Mais augmenter le point d'indice des agents du service public : pourquoi ? Au final, nombre d'entre nous ont des grilles d'« évolution » de salaire au niveau du salaire minimum toute leur « carrière ». Et tous les salaires s'en approchent.

Alors comme à Disney, Verbaudet, luttons pour des augmentations de salaire. L'appauvrissement ce n'est pas pour tout le monde, de l'argent il y en a dans les caisses du patronat.



Démagogie anti-immigrés et attaque contre les travailleurs

Gabriel Attal, ministre délégué chargé des Comptes publics, a encore sévi pour dénoncer la « fraude sociale ». Propose-t-il d'en finir avec l'évasion fiscale des milliardaires et des groupes capitalistes ? D'en finir avec les aides publiques colossales qui se montent à plusieurs centaines de milliards par an pour des géants comme Total, Stellantis et bien d'autres ? Bien sûr que non. C'est contre les travailleurs, retraités qui plus est, que le gouvernement veut « renforcer les sanctions ». En bon perroquet de l'extrême droite, il pointe du doigt les travailleurs immigrés qui vivraient moins de neuf mois par an en France. Ce n'est qu'une manœuvre pour culpabiliser les plus précaires et nous monter les uns contre les autres.